

République du Sénégal



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION

## DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

DIRECTION DE LA PRÉVISION ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES



# POINT MENSUEL DE CONJONCTURE

Le point de conjoncture est publié au plus tard 30 jours après la fin du mois.  
Il est disponible sur le site de la DPEE : [www.dpee.sn](http://www.dpee.sn)

Janvier 2021

## CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE

### Légère baisse de l'activité économique mondiale en janvier 2021

L'évolution de l'activité économique mondiale a légèrement ralenti en janvier 2021, en rythme mensuel. En effet, l'indice composite des directeurs d'achat (PMI) est passé de 52,7 points en décembre 2020 à 52,3 en janvier de cette année, dans un contexte de maintien des mesures sanitaires dans diverses régions du monde. Toutefois, cette évolution a été hétérogène dans les pays avancés. Aux Etats-Unis, l'indice PMI a fait ressortir une expansion encore plus solide de l'activité, en passant à 58,7 points après 55,3 un mois plus tôt, porté par le secteur manufacturier (59,2) et les services (58,3). En zone

euro, il a reculé de 1,6 point pour se situer à 47,5, imputable aux services qui se sont établis à 45,4 points après 46,4 en décembre dernier. Au Royaume-Uni, du fait des nouvelles restrictions mises en œuvre pour lutter contre la pandémie, l'indice de janvier a baissé pour s'établir à 41,2, contre 49,1 en décembre 2020. Toutefois, le secteur manufacturier britannique a continué de résister aux chocs de la crise sanitaire et son indice des directeurs d'achat s'est situé à 54,1 en janvier 2021. Dans les principales économies émergentes, l'activité s'est améliorée en Inde et en Russie où l'indice PMI est ressorti respectivement à 55,8 et 52,3 en janvier 2021 contre 54,9 et 48,3 au mois de décembre dernier. En Chine, l'activité a ralenti, l'indice passant de 55,8 à 52,2, alors qu'au Brésil il est passé en dessous de la barre de 50, à 48,9.

## MARCHE FINANCIER ET MONETAIRE

### La Fed et la Bce maintiennent leurs politiques monétaires inchangées

Sur le plan financier, la Banque centrale européenne (BCE) a opté pour le statu quo lors de sa réunion de janvier 2021. Ses taux directeurs sont restés fixes à 0% pour celui de refinancement, à -0,5 % pour celui de dépôt, et à 0,25 % pour celui de la facilité de prêt marginal. S'agissant

de ses programmes d'achats d'actifs, ils ont été aussi maintenus à leurs niveaux de décembre dernier. En effet, le programme traditionnel de rachats d'actifs (quantitative easing, QE) se poursuit au rythme de 20 milliards d'euros par mois et l'enveloppe du programme d'achat d'urgence face à la pandémie (PEPP) reste fixé à 1850 milliards d'euros. De son côté, la Réserve fédérale américaine (Fed) a été également stable, laissant son principal taux d'intérêt dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25%.

## MARCHE DE CHANGE

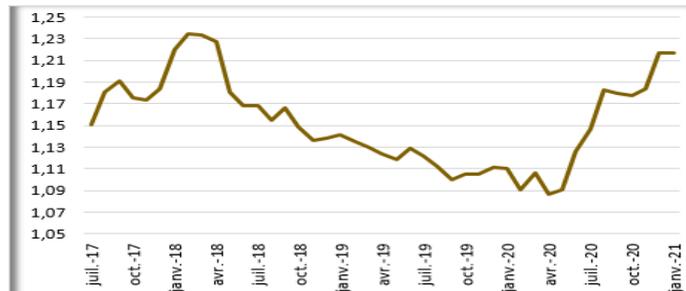
### Légère appréciation de l'euro face au dollar en janvier 2021

Sur le marché des changes, en janvier 2021, l'euro a connu une évolution mixte face aux grandes devises de référence. En effet, il s'est légèrement apprécié, en rythme mensuel, de 0,01% et 0,02% respectivement face au dollar américain et au yen japonais. Par contre, la monnaie européenne s'est dépréciée de 1,5% vis-à-vis de la livre sterling, au cours de la période sous revue.

Face aux devises des principaux marchés émergents, l'euro a connu des résultats hétérogènes. Il a, en effet, réalisé des gains mensuels respectifs de 3,9% et 0,4% par rapport au réal brési-

lien et au rouble russe mais a perdu 1,1% et 0,7% de sa valeur face au yuan chinois et à la roupie indienne.

Graphique 1: Evolution du cours de l'euro par rapport au dollar



Source: Banque de France

## INFLATION

### Accélération de l'inflation annuelle en janvier 2021 dans la zone OCDE

En janvier 2021, l'inflation annuelle a accéléré dans les économies avancées. En effet, au sein de l'OCDE, elle est ressortie à 1,5% après 1,2% en décembre 2020. Au sein de cette zone, l'évolution du niveau général des prix à la consommation est ressortie à 1,4% aux

Etats-Unis. Elle a, par contre, progressé en zone Euro (+0,9% après -0,3%), au Japon (-0,6% après -1,2%) et au Royaume-Uni (0,9% après 0,8%).

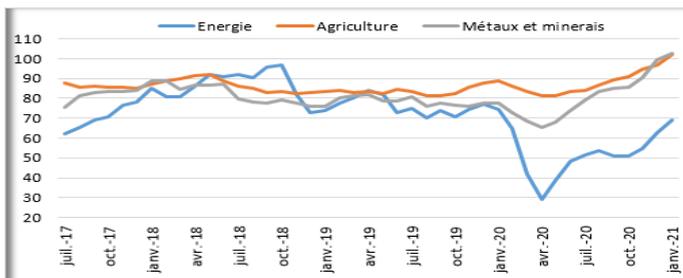
Dans les économies émergentes, les prix à la consommation ont augmenté de 4,6% au Brésil et de 5,2% en Russie, après respectivement 4,5% et 4,9% en décembre dernier. En revanche, l'inflation annuelle a ralenti en Chine et en Inde, respectivement à -0,3% et 3,2% après 0,2% et 3,7% en décembre 2020.

## MARCHE DES MATIERES PREMIERES

### Hausse des cours des matières premières en janvier 2021

Sur le marché des matières, les cours ont de nouveau progressé en janvier 2021. En rythme mensuel, l'indice des cours des produits énergétiques de base a augmenté de 10,0%, sous l'effet principal des hausses des prix du gaz naturel en Europe (+24,1%) et du pétrole (+10,0%). Dans une moindre mesure, l'indice des cours des matières premières non énergé-

tiques a enregistré une augmentation mensuelle de 4,4%, portée par les produits agricoles (+5%), les engrais (+5,2%) et les métaux et minéraux (+3,2%). En glissement annuel, les prix des produits énergétiques de base ont globalement reculé de 7% en janvier 2021, alors que les matières premières non énergétiques se sont fortement renchéri (+20%).

**Graphique 2:** Indice du cours des matières premières (base 100 en 2010)

Source: BM, DPEE

### Hausse des cours du Brent au mois de janvier 2021

S'agissant du pétrole, les cours ont poursuivi leur redressement amorcé depuis le mois d'octobre 2020, dépassant même la barre des 50 dollars le baril en janvier 2021. Cette remontée des cours s'expliquerait principalement par la décision prise par l'Arabie saoudite en janvier de réduire sa production mais également par les anticipations d'une reprise de la consommation au niveau mondial. Ainsi, le baril du Brent s'est renchéri de 9,4% en rythme mensuel pour s'établir à 54,5 dollars. En glissement annuel, il a par contre perdu 14,2%

## ACTIVITE ECONOMIQUE INTERNE

### Contraction de l'activité en janvier 2021

L'activité économique interne (hors agriculture et sylviculture) s'est contractée de 14,0%, en variation mensuelle, au mois de janvier 2021. Cette situation est imputable aussi bien à l'administration publique (-30,7%) qu'aux secteurs tertiaire (-10,4%), secondaire (-7,4%) et primaire (-17,4%). Sur un an, une hausse de 3,8% de l'activité économique est notée, en janvier 2021, tirée par le secondaire (+11,0%) et le tertiaire (+2,6%). Par ailleurs, le secteur primaire s'est replié de 12,8% sur la période.

## SECTEUR PRIMAIRE (HORS AGRICULTURE)

### Baisse de l'activité du secteur primaire en janvier 2021

L'activité du primaire (hors agriculture et sylviculture) a diminué de 17,4%, en variation mensuelle, au mois de janvier 2021, imputable aussi bien à la pêche (-16,0%) qu'à l'élevage (-18,0%). En glissement annuel, le primaire s'est contracté de 12,8%, en janvier 2021, en liaison avec les contreperformances des sous-secteurs de la pêche (-16,3%) et de l'élevage (-11,2%).

**Tableau 3:** Indice Général d'Activité (IGA) dans le primaire

Secteur	Poids 2019	2020		2021		Variations	
		Janv. (1)	Déc. (2)	Janv. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
Primaire (hors agriculture & sylviculture)	5,7%	135	142,6	117,8	-17,4%	-12,8%	
Elevage	4,0%	131,3	142,2	116,6	-18,0%	-11,2%	
Pêche	1,7%	143,9	143,5	120,5	-16,0%	-16,3%	

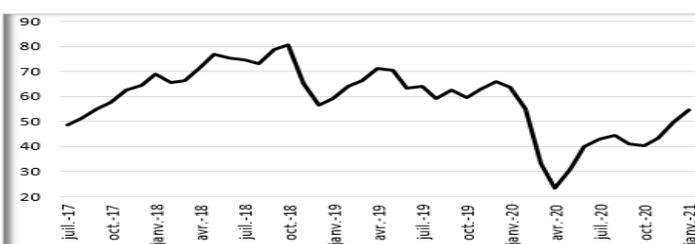
Source: DPM, PAD, SOGAS, DPEE

**Tableau 1:** Evolution de l'indice des prix des produits agricoles (base 100 = 2010)

Indices	2020		2021	Variations	
	Janv. (1)	Déc. (2)	Janv. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
<b>Agriculture</b>	<b>89</b>	<b>97,3</b>	<b>102,2</b>	<b>5,0%</b>	<b>14,9%</b>
Boissons	80,6	82,2	82,5	0,3%	2,3%
Produits alimentaires	94,5	105,8	113,2	7,0%	19,8%
huiles alimentaires et farines	89,3	115	122,8	6,8%	37,4%
céréales	93,6	102,5	113,9	11,1%	21,6%
Autres produits alimentaires	102	96,6	99,9	3,4%	-2,1%
Produits non alimentaires	79,7	84,5	85,5	1,2%	7,2%

Source: BM, DPEE

de sa valeur en janvier 2021.

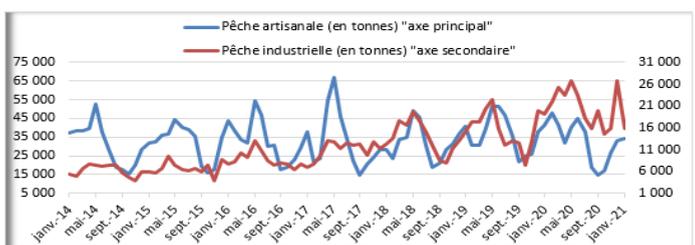
**Graphique 3:** Evolution des cours du pétrole Brent (\$/bbl)

Source: Banque Mondiale, DPEE

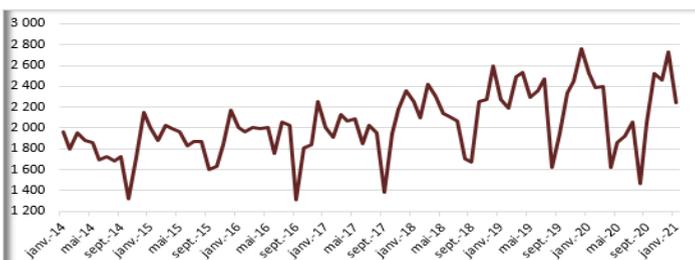
**Tableau 2:** Indice Général d'Activité (IGA)

Secteurs	Poids 2019	2020		2021	Variations	
		Janv. (1)	Déc. (2)	Janv. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
Secteur Primaire	5,7%	135	143	118	-17,4%	-12,8%
Secteur Secondaire	25,6%	119	142	132	-7,4%	11,0%
Secteur Tertiaire	50,7%	98,6	113	101	-10,4%	2,6%
Administration publique	18,0%	93,4	137	94,8	-30,7%	1,5%
<b>IGA (hors agriculture)</b>	<b>100,0%</b>	<b>105</b>	<b>127</b>	<b>109</b>	<b>-14,0%</b>	<b>3,8%</b>

Source: DPEE

**Graphique 4:** Evolution dans le sous-secteur de la pêche (base 100 = 2016)

Source: DPM, PAD, DPEE

**Graphique 5:** Evolution dans le sous-secteur de l'élevage (base 100 = 2016)

Source: SOGAS, DPEE

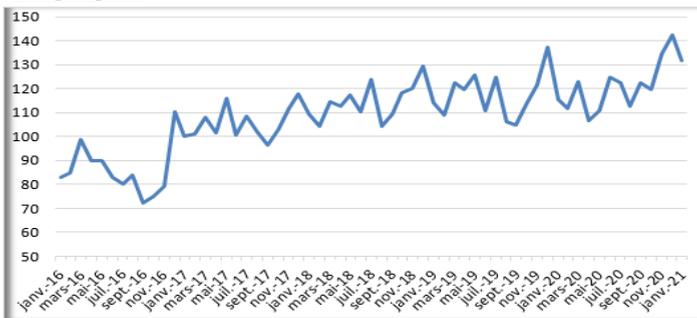
## SECTEUR SECONDAIRE

### Repli de l'activité du secteur secondaire en janvier 2021

En janvier 2021, l'activité du secteur secondaire a connu une baisse de 7,4% en variation mensuelle, essentiellement imputable aux activités extractives (-20,2%), à la « filature, tissage et ennoblissement textile » (-29,5%), à la fabrication de produits chimiques de base (-35,9%) et au « sciage et rabotage du bois » (-62,2%). Par contre, la construction (+20%), la fabrication de produits agro-alimentaires (+1,3%) et la « production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets » (+6%) se sont bien comportées sur la période.

Sur une base annuelle, l'activité du secteur a progressé de 11%, en janvier 2021, à la faveur des activités extractives (+43%), de la fabrication de produits agroalimentaires (+10,8%), de la construction (+10,5%) et du « travail du caoutchouc et du plastique » (+59,2%). En revanche, la fabrication de produits chimiques de base (-39,9%), le « raffinage du pétrole et cokéfaction » (-39,8%), le « sciage et rabotage du bois » (-31%) et le « travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures » (-62,7%) se sont contractés sur la période.

**Graphique 6: Evolution de l'activité dans le secteur secondaire**



## SECTEUR TERTIAIRE

### Contraction de l'activité du tertiaire en janvier 2021

Au mois de janvier 2021, le secteur tertiaire s'est contracté de 10,4%, en variation mensuelle, en liaison avec les « activités spécialisées, scientifiques et techniques » (-46,7%), l'enseignement (-23,9%), l'« information et communication » (-22,0%), le transport (-8,3%) et l'« hébergement et restauration » (-22,5%). Toutefois, les activités immobilières (+7,2%) et les « activités financières et d'assurance » (+7,2%) se sont consolidées sur la période.

Sur une base annuelle, une croissance de 2,6% de l'activité du tertiaire est notée en janvier 2021, à la faveur de la bonne tenue de l'« information et communication » (+34,1%), des « activités spécialisées, scientifiques et techniques » (+21,7%), des « activités financières et d'assurance » (+31,9%) et, dans une moindre mesure, des activités immobilières (+2,5%). Sur la période, les « activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives » (-55,4%), l'enseignement (-20,7%), l'« hébergement et restauration » (-42,3%), le transport (-7,4%) et le commerce (-1,0%) se sont contractés.

**Tableau 4: Indice Général d'Activité (IGA) dans le second-**

SECTEUR	Pond (2019)	2020		2021	Variation	
		Janv. (1)	Déc. (2)	Janv. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
<b>SECONDAIRE</b>	<b>25,6%</b>	<b>118,9</b>	<b>142,5</b>	<b>132,0</b>	<b>-7,4%</b>	<b>11,0%</b>
Activités extractives	3,9%	94,8	169,8	135,5	-20,2%	43,0%
Fabrication de produits agro-alimentaires	8,3%	127,6	139,5	141,4	1,3%	10,8%
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,3%	159,8	105,2	96,3	-8,5%	-39,8%
Fabrication de produits chimiques de base	0,5%	198,3	186,0	119,2	-35,9%	-39,9%
Fabrication de ciment et d'autres matériaux de construction	0,7%	124,8	124,2	128,4	3,4%	2,9%
Production de l'égrenage du coton	0,0%	73,4	121,1	51,2	-57,7%	-30,2%
Production de la filature, du tissage et de l'ennoblissement textile	2,2%	102,8	154,0	108,6	-29,5%	5,6%
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,1%	68,0	34,7	25,4	-26,9%	-62,7%
Sciage et rabotage du bois	0,5%	47,7	87,0	32,9	-62,2%	-31,0%
Fabrication de papier cartons et d'articles en papier ou carton	0,3%	56,7	94,5	52,5	-44,5%	-7,5%
Fabrication de produits pharmaceutiques	0,1%	55,2	84,1	62,6	-25,6%	13,4%
Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	0,4%	9,5	19,3	16,2	-16,2%	71,2%
Travail du caoutchouc et du plastique	0,5%	127,0	230,1	202,1	-12,2%	59,2%
Production de métallurgie et de fonderie, fabrication d'ouvrage en métaux	0,7%	47,2	52,3	46,8	-10,5%	-0,9%
Fabrication de matériels de transport	0,3%	73,7	112,0	68,5	-38,8%	-7,1%
Autres industries manufacturières	1,5%	90,8	109,2	87,6	-19,8%	-3,5%
Production et distribution d'électricité et de Gaz	1,3%	113,9	143,6	126,4	-12,0%	10,9%
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets	0,9%	123,5	122,6	130,0	6,0%	5,2%
<b>Construction</b>	<b>3,1%</b>	<b>186,4</b>	<b>171,6</b>	<b>205,8</b>	<b>20,0%</b>	<b>10,5%</b>

Source: DPEE

**Tableau 5: Indice Général d'Activité dans le secteur tertiaire (base 100 = 2016)**

	Poids 2019	2020		2021	Variations	
		Janv. (1)	Déc. (2)	Janv. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
<b>Secteur Tertiaire</b>	<b>50,70%</b>	<b>98,6</b>	<b>113,1</b>	<b>101,2</b>	<b>-10,4%</b>	<b>2,6%</b>
Commerce	14,8%	141,5	140,1	140	-0,1%	-1,0%
Transport	4,1%	123,9	125,1	114,7	-8,3%	-7,4%
Hébergement et restauration	1,3%	151,5	112,8	87,4	-22,5%	-42,3%
Information et communication	4,3%	99,7	171,3	133,6	-22,0%	34,1%
Télécommunications	3,4%	107,8	183,6	144,4	-21,4%	34,0%
Autres Activités d'Information et de Communication	1,0%	70,7	127,2	95,2	-25,2%	34,8%
Activités financières et d'assurance	2,8%	90,4	111,2	119,3	7,2%	31,9%
Activités immobilières	8,0%	48,9	46,7	50,1	7,2%	2,5%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	4,7%	68,7	157	83,7	-46,7%	21,7%
Activités de services et de soutien et de Bureau	1,9%	131,6	135,9	133,1	-2,0%	1,2%
Enseignement	5,0%	25,6	26,7	20,3	-23,9%	-20,7%
Activités pour la santé	1,5%	105,1	107,2	106,3	-0,8%	1,2%
Activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives	0,4%	101,7	59,3	45,3	-23,6%	-55,4%
Autres services	1,8%	121,9	140,2	130,9	-6,7%	7,3%

Source: DPEE

## EMPLOI SALARIE DANS LE SECTEUR MODERNE

### Repli des effectifs à fin janvier 2021

avec les services (-1,2%), malgré une légère augmentation de 0,1% des effectifs du commerce.

Sur un an, l'emploi salarié moderne a progressé de 2,0% en janvier 2021, à la faveur de la hausse des effectifs dans le secondaire (+4,1%), plus particulièrement dans les industries (+3,3%) et les BTP (+9,8%). Par contre, l'emploi dans le tertiaire est ressorti globalement en baisse de 1,0%, en liaison

A fin janvier 2021, l'emploi salarié du secteur moderne s'est replié de 3,0% relativement au mois précédent, en liaison avec une baisse des effectifs dans le secondaire (-3,6%) et le tertiaire (-2,1%). En effet, les postes pourvus ont reculé dans tous les sous-secteurs notamment, les industries (-3,7%), les BTP (-2,7%), les services (-2,4%) et le commerce (-0,8%).

avec les services (-1,2%), malgré une légère augmentation de 0,1% des effectifs du commerce.

**Tableau 6: Indice de l'emploi salarié dans le secteur moderne (base 100 = 2014)**

Emploi Salarié	POIDS	2020		2021	Variation	
		Janv. (1)	Déc. (2)	Janv. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
BRANCHES						
INDUSTRIES	453,3	138,8	148,9	143,4	-3,7%	3,3%
BTP/CONSTRUCTION	66	125,6	141,8	137,9	-2,7%	9,8%
SECONDAIRE	519,2	137,1	148	142,7	-3,6%	4,1%
SERVICES	403,6	104,3	105,6	103	-2,4%	-1,2%
COMMERCE	77,2	121,9	123	122,1	-0,8%	0,1%
TERTIAIRE	480,8	107,1	108,4	106,1	-2,1%	-1,0%
INDICE D'ENSEMBLE	1 000	122,7	128,9	125,1	-3,0%	2,0%

Source: DPEE

## OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES DANS LE SECONDAIRE ET LE TERTIAIRE

*Au mois de janvier 2021, le climat des affaires s'est amélioré, en variation mensuelle, l'indicateur synthétique, calculé sur la base des soldes d'opinion des chefs d'entreprises, a gagné 0,3 point et s'est maintenu au-dessous de son niveau de long terme. Cette situation reflète les orientations favorables des opinions des industriels et prestataires de services.*

**Tableau 7: Indice du climat des affaires**

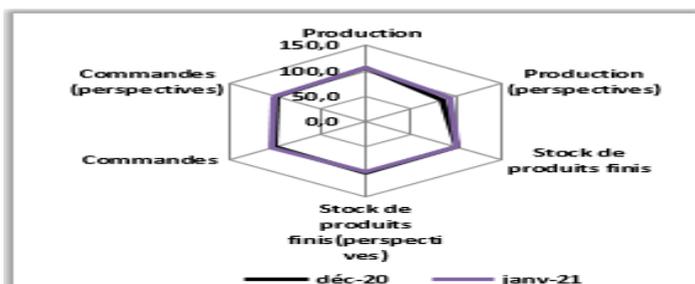
Opinion des chefs d'entreprises	Moyenne de long terme	Janv-20	Déc-20	Janv-21	Variation mensuelle	Variation annuelle
<b>Indicateur du climat des affaires</b>	100	91,3	98,2	98,5	0,3	7,2
Industrie	100	94,0	98,7	100,2	1,6	6,2
Btp	100	88,8	98,1	88,8	-9,4	0,0
Services	100	86,8	96,7	97,9	1,2	11,2
Commerce	100	101,0	101,6	99,3	-2,4	-1,7
<b>Indicateur du climat de l'emploi</b>	100	98,3	101,7	97,6	-4,2	-0,7
Industrie	100	100,2	101,9	99,5	-2,5	-0,8
Btp	100	84,7	100,5	84,7	-15,8	0,0

Source: DPEE-Enquête mensuelle d'opinion sur la conjoncture

Dans l'industrie, l'approvisionnement difficile en matières premières (40%), les difficultés de recouvrement des créances (40%), l'insuffisance de la demande (35%) et la concurrence supposée déloyale (30%) ont, majoritairement, constitué les

principales contraintes à l'activité. Néanmoins, le climat des affaires s'est renforcé (+1,6 point) dans le sous-secteur, en rythme mensuel, sous l'effet de l'optimisme des chefs d'entreprises enquêtés quant aux perspectives de production.

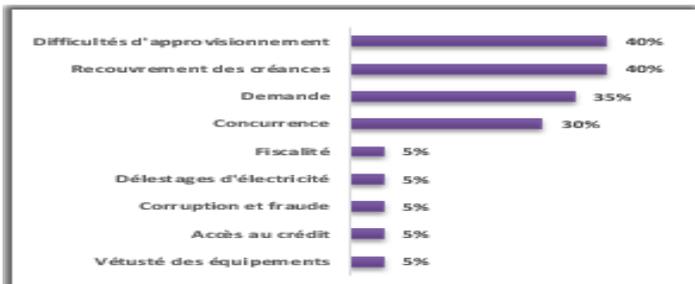
**Graphique 6: Solde d'opinion dans l'industrie**



Source: DPEE

Concernant le sous-secteur des bâtiments et travaux publics, les contraintes les plus citées par les entrepreneurs interrogés sont l'accès difficile au foncier (75%) et au crédit (75%). En outre, le climat des affaires s'est détérioré (-9,7 points) dans le sous-secteur, en rythme mensuel, en liaison avec les orientations

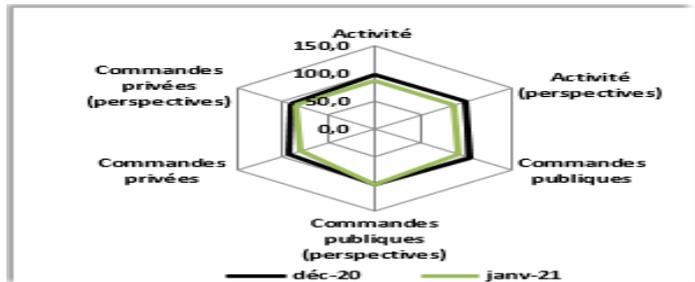
**Graphique 7: Principales contraintes dans l'industrie**



Source: DPEE

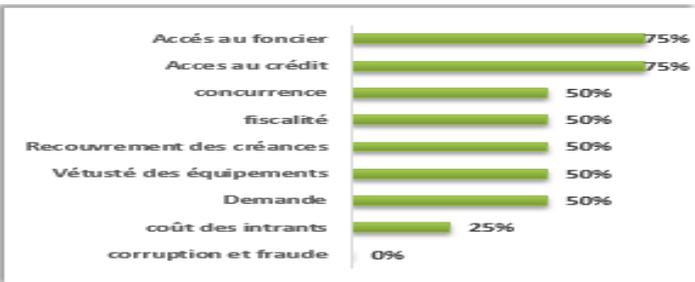
défavorables des soldes d'opinion relatifs à l'activité générale et aux commandes (publiques et privées). Le pessimisme des entrepreneurs quant aux perspectives d'activité et de commandes (publiques et privées) a, aussi, contribué à la régression de l'indicateur du sous-secteur.

**Graphique 8: Solde d'opinion dans les BTP**



Source: DPEE

**Graphique 9: Principales contraintes dans les BTP**

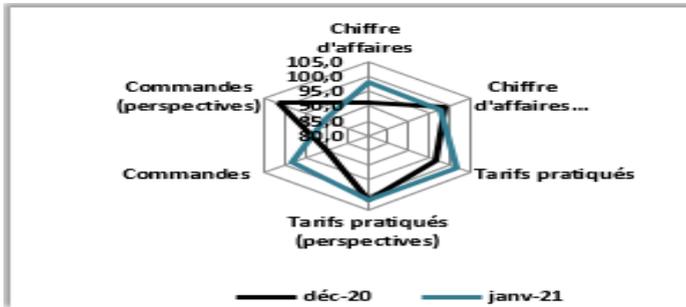


Source: DPEE

Au titre du sous-secteur des services, les interrogés ont majoritairement évoqué les difficultés de recouvrement des créances (71%), la concurrence jugée déloyale (43%) et l'insuffisance de la demande (29%) comme les principales entraves à l'activité,

en janvier 2021. Toutefois, le climat des affaires s'est amélioré (+1,2 point) dans le sous-secteur, en rythme mensuel. Cette situation traduit la bonne orientation des soldes d'opinion relatifs aux chiffres d'affaires, commandes et tarifs pratiqués.

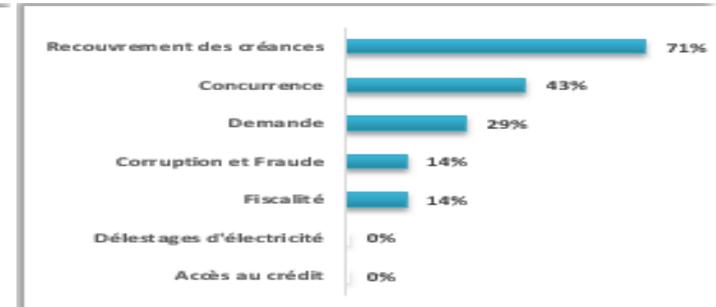
**Graphique 10:** Solde d'opinion dans les services



Source: DPEE

S'agissant du commerce, l'insuffisance de la demande (100%), les difficultés de recouvrement des créances (75%), les difficultés d'approvisionnement en marchandises (25%), la concurrence jugée déloyale (25%) et la fiscalité (25%) sont les contraintes à l'activité les plus évoquées par les interviewés, en janvier 2021. Par ailleurs, le climat des affaires s'est dégradé (-

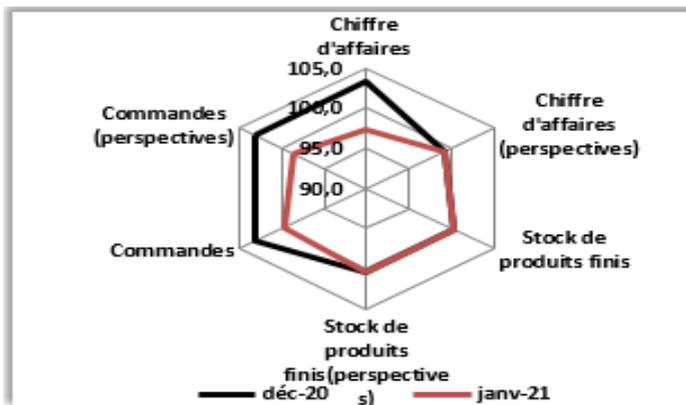
**Graphique 11:** Principales contraintes dans les services



Source: DPEE

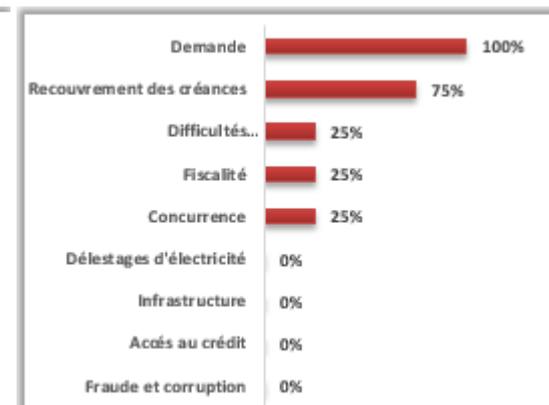
2,4 points) en rythme mensuel, sous l'effet des orientations négatives des soldes d'opinion relatifs au chiffre d'affaires et aux commandes. Le pessimisme des interrogés quant aux perspectives de commandes a, aussi, pesé sur le recul de l'indicateur du sous-secteur.

**Graphique 12:** Solde d'opinion dans le commerce



Source: DPEE

**Graphique 13:** Principales contraintes dans le commerce



Source: DPEE

## PRIX A LA CONSOMMATION

### Baisse des prix à la consommation en janvier 2021

En variation mensuelle, les prix à la consommation sont ressortis en baisse de 1,4% en janvier 2021, imputable au fléchissement

des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-2,9%), notamment les légumes frais (-21,3%) et le poisson frais (-13,1%).

Sur une base annuelle, un accroissement de 0,9% du niveau général des prix à la consommation est noté en janvier 2021, sous l'effet du renchérissement des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+0,6%), du « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+0,4%), des « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+2,4%), de la « santé » (+1,7%), des « transports » (+4,1%), de l'« enseignement » (+1,6%), des « restaurants et hôtels » (+1,8%) et des « biens et services divers » (+1,8%).

S'agissant de l'inflation sous-jacente (hors produits frais et énergétiques), elle est restée stable (0,0%) aussi bien en variation mensuelle qu'en glissement annuel.

En termes d'origine, les prix des produits locaux se sont con-

tractés de 2,0% tandis que ceux des produits importés ont augmenté de 0,6% en rythme mensuel. Sur un an, les produits locaux et importés sont devenus plus onéreux avec des hausses respectives de 0,5% et 1,5%, en janvier 2021.

**Tableau 8: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation**

INHPC	Pond. 2014	2020		2021		Variations (%)	
		Janv.	Déc.	Janv.	Mens.	Glis.	
<b>Indice général</b>	10000	105,9	108,4	106,9	-1,4	0,9	
<b>Produits alimentaires et boissons non alcoolisées</b>	4964	110,5	114,5	111,1	-2,9	0,6	
Céréales non transformées	1159	105,5	108,2	108,3	0,2	2,7	
Bœuf	268	126,9	130,6	131,8	0,9	3,9	
Poissons frais	423	162	174,7	151,9	-13,1	-6,2	
Lait	195	99,3	97,9	98	0,1	-1,3	
Huiles	522	106,3	108,9	110,5	1,5	3,9	
Légumes frais en fruit ou racine	248	89,1	116,8	92	-21,3	3,2	
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	1204	99	99,8	99,5	-0,4	0,4	
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	502	104	105,8	106,5	0,6	2,4	
Santé	353	106,6	108,2	108,4	0,2	1,7	
Transports	563	99,3	103	103,4	0,4	4,1	
Enseignement	194	108,8	110,6	110,6	0	1,6	
Restaurants et Hôtels	376	105,3	106,9	107,3	0,3	1,8	
Biens et services divers	383	102,1	103,6	103,9	0,2	1,8	

Source: ANSD

## TAUX DE CHANGE EFFECTIF REEL

### Gains de compétitivité-prix en janvier 2021

Au mois de janvier 2021, la compétitivité de l'économie sénégalaise s'est améliorée de 1,7%, en variation mensuelle. Cette situation résulte globalement de l'effet du différentiel d'inflation

favorable (-1,7%); le taux de change effectif nominal entre le FCFA et les monnaies des principaux partenaires commerciaux n'ayant pas évolué entre les deux mois. Par ailleurs, face aux partenaires membres de la zone Euro et de l'UEMOA, les gains de compétitivité sont estimés respectivement à 1,4% et à 1,6%, du fait du différentiel d'inflation favorable.

Toutefois, en glissement annuel, des pertes de compétitivité de 3,8% de l'économie sont relevées, en liaison avec l'appréciation du franc CFA par rapport aux monnaies des partenaires

commerciaux (+5,8%), atténuée par un différentiel d'inflation favorable (-2,0%).

**Tableau 9: Taux de change Effectif Réel (Base 100 = 2005)**

TCER	2020		2021	Variations	
	Janv. (1)	Déc. (2)	Janv. (3)	Mens. (3)/(2)	Glis. (3)/(1)
<b>Global</b>	91,6	96,7	95,1	-1,7%	3,8%
Pays UEMOA	96,9	98,3	96,6	-1,6%	-0,2%
Pays africains hors UEMOA	85,3	90,1	87,9	-2,4%	3,1%
<b>Zone EURO</b>	98,2	99,8	98,5	-1,4%	0,3%
Pays industrialisés hors EURO	84,9	95,3	93,7	-1,7%	10,4%
<b>TCEN</b>					
<b>Global</b>	118,6	125,5	125,5	0,0%	5,8%
Pays africains hors UEMOA	204,8	230,4	230,3	0,0%	12,5%
Pays industrialisés hors EURO	121	136,5	136,6	0,1%	12,9%
<b>Prix intérieurs</b>	124	127	125,2	-1,4%	1,0%
<b>Prix extérieurs</b>					
<b>Global</b>	160,5	164,9	165,4	0,3%	3,0%
Pays UEMOA	128	129,2	129,6	0,2%	1,2%
Pays africains hors UEMOA	297,7	324,9	328,1	1,0%	10,2%
<b>Zone EURO</b>	126,2	127,2	127,2	0,0%	0,7%
Pays industrialisés hors EURO	176,8	181,8	182,5	0,4%	3,3%

Source: DPEE

## ECHANGES AVEC L'EXTERIEUR

*Au mois de janvier 2021, le déficit commercial s'est situé à 39,0 milliards. Cette situation s'explique par la progression des exportations (+64,2 milliards) conjuguée au repli des importations de biens (-63,2 milliards), sur une base mensuelle. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations se situe à 74,7% en janvier 2021 contre 43,4% par rapport au mois précédent.*

### Hausse des exportations en janvier 2021

Les exportations de biens sont estimées à 218,6 milliards au mois de janvier 2021 contre 154,4 milliards le mois précédent, soit une hausse de 41,6% (+64,2 milliards). Cette progression est attribuable à l'accroissement des exportations de produits alimentaires (+71,7 milliards), de zircon (+3,0 milliards), d'engrais minéraux et chimiques (+2,8 milliards) et d'acide phosphorique (+2,0 milliards). La hausse des exportations de produits alimentaires est expliquée, essentiellement, par celle des produits arachidières (+66,5 milliards), notamment les ventes à l'étranger d'arachides non grillées (+65,5 milliards). Par ailleurs, les exportations de produits pétroliers ont diminué de 2,6 milliards. De même, les ventes à l'extérieur d'or non monétaire ont légèrement baissé de 0,7 milliard.

En glissement annuel, les exportations de biens se sont repliées de 16,4% (-42,8 milliards), reflétant la contraction des exportations de produits pétroliers (-13,8 milliards), de produits alimentaires (-12,0 milliards), d'acide phosphorique (-8,4 milliards), d'engrais minéraux et chimiques (-1,7 milliard) et de ciment (-1,6 milliard). Concernant les ventes à l'étranger de produits alimentaires, la baisse est fortement liée au recul des exportations de produits halieutiques (-11,8 milliards). De même, les ventes à l'extérieur de produits arachidières ont baissé de 2,6 milliards sur la période. En revanche, les exportations de titane et de zircon ont progressé respectivement de 3,5 milliards et de 3,1 milliards.

En glissement annuel, les exportations de biens se sont repliées de 16,4% (-42,8 milliards), reflétant la contraction des exportations de produits pétroliers (-13,8 milliards), de produits alimentaires (-12,0 milliards), d'acide phosphorique (-8,4 milliards), d'engrais minéraux et chimiques (-1,7 milliard) et de ciment (-1,6 milliard). Concernant les ventes à l'étranger de produits alimentaires, la baisse est fortement liée au recul des exportations de produits halieutiques (-11,8 milliards). De même, les ventes à l'extérieur de produits arachidières ont baissé de 2,6 milliards sur la période. En revanche, les exportations de titane et de zircon ont progressé respectivement de 3,5 milliards et de 3,1 milliards.

S'agissant des exportations du Sénégal vers l'UEMOA, elles sont estimées à 39,2 milliards contre 33,2 milliards le mois précédent, soit une augmentation de 5,9 milliards. Elles ont, ainsi, représenté 17,9% de la valeur totale des exportations de marchandises du Sénégal durant le mois de janvier 2021. La part des produits acheminés vers le Mali, principale destination des exportations du Sénégal dans l'Union, est passée de 48,4% à 52,8% sur la période, soit un gain de 4,4 points de pourcentage. Le ciment reste le principal produit exporté vers ce pays partenaire, avec une part évaluée à 27,4% en janvier 2021 contre 29,8% le mois précédent.

### Baisse des importations en janvier 2021

Concernant les importations de biens, elles sont passées de 356,0 milliards en décembre 2020 à 292,8 milliards au mois de janvier 2021, soit un repli de 17,8% (-63,2 milliards). Cette baisse est l'effet de la contraction de la valeur des importations de produits pétroliers (-23,1 milliards), de produits alimentaires (-18,0 milliards) et de produits pharmaceutiques (-9,6 milliards). La baisse des importations de produits pétroliers est essentiellement liée à celle des produits pétroliers raffinés (-22,1 milliards). Toutefois, les achats à l'étranger de « machines, appareils et moteurs » et de « véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles » ont affiché des hausses respectives de 3,5 milliards et de 2,5 milliards, en variation mensuelle.

En glissement annuel, les importations de biens ont

connu une baisse de 15,5% (-53,1 milliards) sous l'effet, principalement, de la contraction des importations de produits pétroliers (-42,3 milliards) et de produits alimentaires (-16,1 milliards). Cette dernière est liée à la baisse des achats à l'étranger d'« huiles, graisses animales et végétales » (-5,1 milliards), de fruits et légumes comestibles (-4,4 milliards) et de riz (-2,7 milliards). S'agissant des produits pétroliers, le repli s'explique par la baisse simultanée de la valeur des achats à l'étranger de produits pétroliers raffinés (-26,9 milliards) et d'huiles brutes de pétrole (-15,4 milliards). Cependant, cette tendance baissière est atténuée par la progression des importations de « véhicules, matériels de transports, de pièces détachées automobiles » (+4,5 milliards), de « machines, appareils et moteurs » (+3,0 milliards) et de produits pharmaceutiques (+1,3 milliard) sur la période.

Concernant les importations de biens en provenance des pays de l'UEMOA, elles sont évaluées à 4,2 milliards au mois de janvier 2021 contre 4,9 milliards le mois précédent, soit un repli de 14,7% (-0,7 milliard). Elles ont, ainsi, représenté 1,4% de la valeur totale des importations de biens en janvier 2021, soit au même niveau qu'au mois de décembre 2020. La Côte d'Ivoire demeure le principal fournisseur du Sénégal au sein de la zone, avec une part évaluée à 89,4% en janvier 2021 contre 80,1% au mois précédent. Les achats en provenance de ce pays ont, principalement, porté sur les « matières plastiques artificielles » et les « bois et ouvrages » qui en ont représenté, respectivement, 13,1% et 9,2% sur la période.

Tableau 10: Exportations en valeur

EXPORTATIONS (en millions)	2020		2021	Variations	
	Janv. (1)	Déc. (2)	Janv. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
<b>PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTES</b>					
<b>PRODUITS ALIMENTAIRES</b>	120 986	37 284	108 944	192,2%	-10,0%
- PRODUITS HALIEUTIQUES	32 927	22 338	21 090	-5,6%	-35,9%
- LEGUMES FRAIS	7 630	4 022	8 505	111,5%	11,5%
- PREPARATIONS DE SOUPES, POTAGES, BOUILLONS	7 241	6 441	7 384	14,6%	2,0%
- PRODUITS ARACHIDIERS	70 216	1 066	67 602	6242,2%	-3,7%
CIMENT HYDRAULIQUE	7 935	5 549	6 327	14,0%	-20,3%
PRODUITS PETROLIERS	20 877	9 638	7 037	-27,0%	-66,3%
ENGRAIS MINERAUX ET CHIMIQUES	4 628	79	2 925	100,0%	-36,8%
ACIDE PHOSPHORIQUE	21 250	10 744	12 772	18,9%	-39,9%
ZIRCON	4 653,38	4 779,51	7 792	63,0%	67,4%
OR BRUT	37 476	38 926	38 243	-1,8%	2,0%
TITANE	4 274	7 198	7 792	8,3%	82,3%
<b>TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS</b>	<b>222 080</b>	<b>114 197</b>	<b>191 831</b>	<b>68,0%</b>	<b>-13,6%</b>
AUTRES PRODUITS	39 283	40 246	26 772	-33,5%	-31,8%
<b>TOTAL</b>	<b>261 363</b>	<b>154 443</b>	<b>218 603</b>	<b>41,5%</b>	<b>-16,4%</b>

Source: ANSD

Tableau 11: Importations en valeur

IMPORTATIONS (en millions de FCFA)	2020		2021	Variations	
	Janv. (1)	Déc. (2)	Janv. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
<b>PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTES</b>					
<b>PRODUITS ALIMENTAIRES</b>	62 297	64 257	46 210,50	-28,1%	-25,8%
- FRUITS ET LEGUMES COMESTIBLES	6 230	10 868	1 866,70	-82,8%	-70,0%
- FROMENT ET METEIL	6 900	11 989	5 636,50	-53,0%	-18,3%
- MAIS	3 548	5 595	2 761,70	-50,6%	-22,2%
- RIZ	22 993	13 302	20 329,90	52,8%	-11,6%
- HUILES ET GRAISSES ANIMALES ET VEGETALES	10 532	9 577	5 442,40	-43,2%	-48,3%
- AUTRES PRODUITS	12 094	12 928	10 173,30	-21,3%	-15,9%
<b>PRODUITS PETROLIERS</b>	80 107	60 842	37 778,50	-37,9%	-52,8%
- HUILES BRUTES DE PETROLE	37 449	22 975	22 039,70	-4,1%	-41,1%
- AUTRES PRODUITS PETROLIERS	42 659	37 867	15 738,70	-58,4%	-63,1%
<b>PRODUITS PHARMACEUTIQUES</b>	8 537	19 473	9 815,90	-49,6%	15,0%
<b>MACHINES, APPAREILS &amp; MOTEURS</b>	46 793	46 275	49 853,80	7,7%	6,5%
<b>VEHICULES, MATERIEL TRANSP. &amp; PIECES DETACHEES AUTO</b>	25 594	27 548	30 126,50	9,4%	17,7%
<b>TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS</b>	<b>223 328</b>	<b>218 395</b>	<b>173 785,20</b>	<b>-20,4%</b>	<b>-22,2%</b>
AUTRES PRODUITS	122 529	137 619	118 979,80	-13,5%	-2,9%
<b>TOTAL</b>	<b>345 857</b>	<b>356 014</b>	<b>292 765,00</b>	<b>-17,8%</b>	<b>-15,5%</b>

Source: ANSD

## FINANCES PUBLIQUES

**En janvier 2021, l'exécution budgétaire fait ressortir provisoirement un solde global en déficit de 206,8 milliards contre 271,3 milliards un an auparavant. Cette situation traduit une baisse des dépenses publiques associée à une hausse des ressources mobilisées sur la période. En effet, les dépenses totales et prêts nets sont évalués à 341,5 milliards, se repliant de 51,2 milliard (-13%) sur un an, tandis que les ressources, estimées à 134,6 milliards, sont en augmentation de 13,4 milliards (+11,0%).**

### Hausse des ressources budgétaires à fin janvier 2021

Les ressources sont constituées de recettes budgétaires pour 114,6 milliards et de dons estimés à 20 milliards.

La hausse des ressources est attribuable aussi bien aux recettes fiscales qu'aux recettes non fiscales qui se sont établies respectivement à 104,2 milliards et à 10,4 milliards en janvier 2021. Concernant l'amélioration des recettes fiscales, elle traduit essentiellement la mobilisation de la TVA intérieure (hors pétrole), de la TAF, des droits d'enregistrement et du FSIPP qui se sont améliorés respectivement de 2,7 milliards, 1,2 milliard, 0,5 milliard et 4,5 milliards sur la période. Par ailleurs, la taxe rapatriée relative au prélèvement de soutien à l'énergie (PSE) et la taxe à l'exportation d'arachides se sont inscrites sur cette dynamisme haussière avec des augmentations respectives de 0,2 milliard et 2,2 milliards. Par contre, l'impôt sur le revenu (18 milliards) et la taxe spécifique pétrole (0,4 milliard) se sont repliés respectivement de 0,2 milliard et 6 milliards. De même, les droits et taxes mobilisés par la Douane, notamment, la TVA import (22,3 milliards) et les droits de porte (14,6 milliards) ont suivi cette tendance baissière avec des contractions respectives de 3,8% et 2,2%.

### Baisse des dépenses publiques à fin janvier 2021

Pour leur part, les dépenses ont enregistré une baisse de 51,2 milliards (-13,0%) comparativement à janvier 2020.

Ce repli est imputable à la contraction des dépenses en capital de 57,9 milliards et plus précisément des financements sur ressources intérieures (-80,6 milliards). Cependant, cette baisse est atténuée par le relèvement des dépenses courantes. Ces dernières sont évaluées à 239 milliards en janvier 2021, en hausse de 6,8 milliards comparativement à la même période un an auparavant. Leur progression reflète l'accroissement du traitement des salaires estimés à 70 milliards, progressant de 0,1 milliard (+0,1%). De même, les autres dépenses courantes, estimées à 137,8 milliards, se sont également accrues de 12,5 milliards en glissement annuel. A l'inverse, les charges d'intérêt sur la dette publique se sont repliées de 5,7 milliards en janvier 2021 pour s'établir à 31,2 milliards ; lequel repli est essentiellement imputable aux intérêts sur la dette extérieure qui ont baissé de 5,9 milliards sur la période.

## MONNAIE ÉTÉ CREDIT

**A fin décembre 2020, la situation estimée des institutions de dépôts, comparée à celle de la fin du mois précédent, fait ressortir une expansion de la masse monétaire. En contrepartie, une diminution des actifs extérieurs nets et un renforcement de l'encours des créances intérieures sont notés sur la période sous revue.**

### Progression de la masse monétaire à fin décembre 2020

La masse monétaire a progressé de 283,7 milliards, en variation mensuelle, pour atteindre 6394,3 milliards, à fin décembre 2020. Cette évolution

est perceptible à travers les dépôts transférables qui ont augmenté de 172,8 milliards pour s'établir à 2992,1 milliards. S'agissant de la circulation fiduciaire (monnaie et pièces hors banques), elle s'est, également, inscrite en hausse de 100,5 milliards, se fixant à 1526,4 milliards. Quant aux autres dépôts inclus dans la masse monétaire, ils ont augmenté de 10,4 milliards pour s'établir à 1875,8 milliards, à fin décembre 2020. Sur un an, la liquidité globale de l'économie est en expansion de 702,3 milliards ou 12,3%, à fin décembre 2020.

### Baisse des actifs extérieurs nets à fin décembre 2020

A fin décembre 2020, les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts se sont situés à 1766,1 milliards, en baisse de 115,7 milliards ou 6,1% par

rapport à la fin du mois précédent. Cette situation est imputable à la Banque centrale dont la position extérieure nette s'est dégradée de 123,9 milliards pour s'établir à 1055,2 milliards. Quant aux banques primaires, elles ont enregistré une augmentation de 8,2 milliards pour s'établir à 710,9 milliards à fin décembre 2020. Comparativement à fin décembre 2019, les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts ont baissé de 204,2 milliards ou 10,4%, à fin décembre 2020.

### Renforcement de l'encours des créances intérieures nettes à fin décembre 2020

L'encours des créances intérieures des institutions de dépôts s'est renforcé de 390,2 milliards, entre fin novembre et fin décembre 2020, pour se chiffrer à

6099,5 milliards, du fait des créances sur des crédits nets à l'Administration centrale (+270,9 milliards) qui se sont situés à 1432 milliards. Concernant les créances sur l'économie, elles sont ressorties en hausse de 119,3 milliards, en variation mensuelle, pour s'établir à 4667,6 milliards à fin décembre 2020. En glissement annuel, l'encours des créances intérieures des institutions de dépôts s'est renforcé de 945,9 milliards ou 18,4%, à fin décembre 2020.

**Tableau 12: Situation monétaire intégrée (en milliards de FCFA)**

SMI	2019		2020		Variations	
	Déc. (1)	Nov. (2)	Déc. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
<b>Masse monétaire (M2)</b>	<b>5692</b>	<b>6110,6</b>	<b>6394,3</b>	<b>4,6%</b>	<b>12,3%</b>	
Circulation fiduciaire	1299,3	1425,9	1526,4	7,0%	17,5%	
Dépôts transférables	2674,2	2819,3	2992,1	6,1%	11,9%	
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1718,5	1865,4	1875,8	0,6%	9,2%	
<b>Actifs extérieurs nets</b>	<b>1970,3</b>	<b>1881,8</b>	<b>1766,1</b>	<b>-6,1%</b>	<b>-10,4%</b>	
BCEAO	1468,8	1179,1	1055,2	-10,5%	-28,2%	
Banques	501,5	702,7	710,9	1,2%	41,8%	
<b>Créances intérieures</b>	<b>5153,6</b>	<b>5709,3</b>	<b>6099,5</b>	<b>6,8%</b>	<b>18,4%</b>	
Créances nettes sur l'Administration Centrale	556,9	1161,1	1432	23,3%	157,1%	
Créances sur l'économie	4596,7	4548,3	4667,6	2,6%	1,5%	
<b>Passifs à caractère non monétaire (-)</b>	<b>1195,1</b>	<b>1317,4</b>	<b>1382</b>	<b>4,9%</b>	<b>15,6%</b>	
Autres postes nets (-)	236,8	163,2	89,4	-45,2%	-62,2%	

Source: BCEAO

# ANNEXES

PRIMAIRE	2020		2021	Variation	
	Janvier	Décembre	Janvier	Mens.	Gliss.
	(1)	(2)	(3)	(3)/(2)	(3)/(1)
ABATTAGES CONTROLÉS (tonnes)	2521	2729	2239	-18,0	-11,2
PECHE (en tonnes)	60255	60073	50458	-16,0	-16,3
Pêche industrielle	19122	26755	15938	-40,4	-16,7
Pêche artisanale*	41133,0	33318,2	34519,7	3,6	-16,1
<b>SECONDAIRE</b>					
PHOSPHATES (en 1000 tonnes)	139,2	165,3	174,7	5,7	25,5
PRODUITS ARACHIDIERS (1000 tonnes)	1,4	0,7	0,3	-51,6	-75,1
Huile brute	0,8	0,7	0,3	-51,6	-57,4
Huile raffinée	0,6	-	-	-	-
Ventes ELECTRICITE : en millions de kWh	272,4	343,5	301,8	-12,1	10,8
Basse tension	170,8	224,2	187,8	-16,2	9,9
Moyenne tension	81,3	98,6	91,2	-7,5	12,3
Haute tension	20,4	20,7	22,8	10,2	11,8
<b>CIMENT (1000 tonnes)</b>					
Production	645,6	642,5	664,2	3,4	2,9
Ventes locales	511,5	470,8	564,9	20,0	10,5
<b>PRODUITS chimiques (1000 tonnes)</b>					
Acide phosphorique	34,5	39,5	25,0	-36,7	-27,6
Engrais solides	22,2	6,1	6,1	-0,4	-72,5
SEL: (Production en tonnes)	26604	25484	24281	-4,7	-8,7
COTON (Production en tonnes)	3976,5	4360,6	3852,1	-11,7	-3,1
TERTIAIRE	2020		2021	Variation	
	Janvier	Décembre	Janvier	Mens.	Gliss.
	(1)	(2)	(3)	(3)/(2)	(3)/(1)
MOUVEMENTS D'AERONEFS*	3004	1990	1987	-0,1	-33,8
TOTAL PASSAGERS*	239347	133888	132169	-1,3	-44,8
Départs (nombre)	113592	56358	60112	6,7	-47,1
Arrivées (nombre)	112682	71899	66465	-7,6	-41,0
En transit (nombre)	13073	5631	5591	-0,7	-57,2
TOTAL FRET*	3058	3588	2990	-16,7	-2,2
Départs (tonnes)	1256	1225	1039	-15,2	-17,3
Arrivées (tonnes)	1803	2363	1952	-17,4	8,3
TRAFIC MARITIME (en 1000 tonnes)					
Total embarquements	384,1	483,5	370,1	-23,5	-3,6
Total débarquements	1198,0	1380,0	1138,7	-17,5	-4,9
<b>TRAFIC FERROVIAIRE</b>					
Trafics voyageurs du PTB (nbre)	-				
<b>FINANCE PUBLIQUES</b>					
RECETTES BUDGETAIRES	109,7	374,4	114,6	-69,4	4,5
Recettes fiscales	100,4	360,9	104,2	-71,1	3,8
Recettes non fiscales (redevance radioélectrique y compris)	9,3	13,6	10,4	-23,7	11,3
FONCTION PUBLIQUE					
Salaires (en milliards de FCFA)	69,0	69,3	70,0	1,1	1,5
Effectifs	145652	153067	153612	0,4	5,5

\*: données provisoires

\*\* : données provisoires en octobre 2020

SERV. DETTE TOTALE (en milliards FCFA)	T4 <sub>19</sub> *	T1 <sub>20</sub> *	T2 <sub>20</sub> *	T3 <sub>20</sub> *	T4 <sub>20</sub> *	TRIM.	GLISS.
Principal	220,8	45,8	251,1	299,8	331,0	10%	50%
Intérêts et commissions	34,9	99,7	142,1	237,6	251,8	6%	622%

T: trimestre

\*: données provisoires